

## Un million d'euros de la France pour lutter contre l'insécurité alimentaire au Burundi

PANA, 16 juin 2016 Bujumbura, Burundi (PANA) - Le gouvernement français va débiter un montant global d'un million d'euros destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à Karusi, une province de l'est où le taux de malnutrition locale avoisine les 54%, dans une moyenne nationale de l'ordre de 49%, a-t-on appris, jeudi, de source proche du Programme alimentaire mondial (Pam), chargé de la mise en œuvre de l'assistance humanitaire.

Le gouvernement français va débiter un montant global d'un million d'euros destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à Karusi, une province de l'est où le taux de malnutrition locale avoisine les 54%, dans une moyenne nationale de l'ordre de 49%, a-t-on appris, jeudi, de source proche du programme alimentaire mondial (Pam), chargé de la mise en œuvre de l'assistance humanitaire. L'office des nations unies, chargé des secours (Ocha), a rendu public, dernièrement un plan de contingence 2016 destinés à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels d'au moins un million de burundais doublement affectés par une crise politique persistante depuis plus d'un an par le changement climatique. Selon le représentant du Pam au Burundi, Jacques Roy, l'aide humanitaire française ciblera va profiter à 60.000 personnes les plus nécessiteuses de Karusi. Une autre partie de l'aide française sera affectée à des projets d'irrigation, de réhabilitation des pistes rurales, de promotion des bonnes pratiques alimentaires et de constitution des pépinières, dit le responsable du Pam. Certains à Bujumbura ont rivalisé de supputations, en estimant que la France venait, à travers son geste humanitaire, de « faire une pierre, deux coups » pour redorer son image dans une partie de l'opinion burundaise, surtout dans la province de Karusi à vocation agro-pastorale et qui n'est pas la plus affamée du pays. Le but supposé étant de redorer son image qui avait été brouillée, l'année dernière principalement à Karusi, par des manifestations de rue consécutives à un « montage mensonger » d'images peu glorieuses sur la région, de la part de la chaîne française de télévision, « France 3 ». Les images mettaient en scène de présumés jeunes affiliés au parti au pouvoir, en pleines scènes d'aguerissement pour liquider de sang froid des opposants au régime burundais. France 3 avait fini par présenter des excuses après avoir découvert que les images de seconde main étaient finalement fausses et truquées. Les excuses n'ont pas suffi et le gouvernement burundais a pris le relais, en introduisant une plainte en diffamation, assortie de demande de dommages auprès d'un tribunal français.